



INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE – FICHE N°20

LE MÉDIATEUR EUROPÉEN

Institué en 1992 par le Traité de Maastricht, le Médiateur européen est élu par le Parlement européen (après chaque élection du Parlement européen) et pour la durée de la législature (c'est à dire 5 ans). Sa mission est de déceler les cas de mauvaise administration dans l'action des institutions et organes de l'Union européenne (à l'exclusion de la CJUE dans l'exercice de ses fonctions juridictionnelles) et de faire des recommandations en vue d'y remédier. Il siège à Strasbourg.

Le rôle du Médiateur européen

Le Médiateur européen mène des enquêtes sur des cas de mauvaise administration des institutions et organes de l'Union européenne, généralement sur la base des plaintes qui lui sont présentées (mais il peut aussi mener des enquêtes de sa propre initiative). Ces plaintes peuvent émaner de tout citoyen de l'Union européenne ou toute personne résidant dans un État membre, ainsi que des entreprises, associations ou autres organismes ayant leur siège statutaire au sein de l'UE.

Lorsque les plaintes ne relèvent pas du mandat du Médiateur, ce dernier essaie toujours de proposer aux plaignants de s'adresser à un organe compétent, notamment grâce au Réseau européen des Médiateurs, qui permet le transfert de plaintes vers l'organe le plus habilité à les traiter, ainsi que l'échange des informations sur le droit européen et les meilleures pratiques.

La procédure de médiation européenne

Toute personne insatisfaite de ses contacts avec une institution, un organe ou une agence de l'UE doit d'abord lui donner la possibilité de corriger la situation. En cas d'échec de la démarche, une plainte peut être adressée au Médiateur européen dans un délai de deux ans à compter de la date de prise connaissance du problème.

La plainte peut être faite sur Internet ou par envoi postal, en précisant son identité, l'institution ou l'organe concerné par la plainte et les éléments qui motivent celle-ci. Il est également possible de réclamer un traitement confidentiel de la plainte.

Une fois la plainte reçue et enregistrée, le Médiateur européen informe l'institution, l'organe ou l'agence concerné et tente de conclure un arrangement amiable afin de remédier à la situation. En cas d'échec, le Médiateur adresse une recommandation à l'institution concernée pour qu'elle règle le problème. Si cette dernière n'accepte pas la recommandation du Médiateur, ce dernier soumet un rapport particulier au Parlement européen, qui peut alors décider d'intervenir sur le plan politique s'il l'estime nécessaire.

Le contenu des plaintes adressées au Médiateur européen

En 2010, le Médiateur européen a reçu 2667 plaintes. Un chiffre important mais en baisse, puisque le nombre de plaintes était de 3265 en 2007. L'Allemagne est le pays qui produit le plus grand nombre de plaintes (14,1 %), devant l'Espagne (13,1 %), la Pologne (8 %) et la France (6,1 %).

La majorité des plaintes adressées au Médiateur européen concernent le manque de transparence des institutions européennes : refus d'accès aux documents ou à l'information, réunions à huis clos, opacité des nominations des membres de groupes d'experts...

Un grand nombre de plaintes concernent également les questions éthiques (conflits d'intérêts et lobbying), les droits fondamentaux, la participation à la prise de décision... et les retards de paiements des institutions européennes !

Le Médiateur européen ne peut pas enquêter sur...

- Des plaintes contre des autorités locales, régionales ou nationales, même lorsque ces plaintes se réfèrent à des questions liées à l'Union européenne
- Des activités relevant de tribunaux ou de médiateurs nationaux (le Médiateur européen n'est pas une instance de recours contre des décisions prises par ces entités)
- Des plaintes concernant des entreprises ou des particuliers